

LES NOUVEAUX SERFS DE L'ÉCONOMIE

Yanis VAROUFAKIS

Les Liens qui Libèrent

(Septembre 2024)

Traduction de l'anglais par Morgane Iserte

Yanis Varoufakis, professeur d'économie, est surtout connu pour avoir été - pendant quelques mois - le ministre des finances grec dans le gouvernement d'Alexis Tsipras, en 2015, lors de la fameuse « crise grecque ». Mais il est également connu pour ses ouvrages ; certains s'adressent surtout aux universitaires, en théorie des jeux notamment, d'autres visent plutôt le grand public comme « Conversations entre adultes », d'autres encore traitent aussi d'économie mais en se voulant à la fois pédagogique et engagé, comme « mon cours d'économie idéal » et celui présenté ici (qui est la **version française de « Technofeudalism : What Killed Capitalism »**, paru en 2023).

« Les nouveaux serfs de l'économie » est un livre qui intéresse non seulement parce qu'il alimente énormément la réflexion économique mais aussi parce qu'il révèle, en particulier dans son premier chapitre, un côté attachant et même émouvant de son auteur : il est d'ailleurs dédié à son père, décédé hélas quelques mois seulement avant la publication de ce livre.

I• Ce livre est aussi très original par son contenu et par la thèse que Varoufakis y défend : nous proposons ci-après en intégralité le texte de son annexe sur « l'économie politique du techno-féodalisme », non seulement parce que nous voulons laisser intact pour le lecteur le plaisir de découvrir les sept chapitres qu'il contient mais aussi parce que cette annexe est un modèle de pédagogie pour présenter les éléments essentiels de la conception de Varoufakis sur l'évolution du capitalisme. Merci à lui et ... à son Papa¹.

II• Début 2022, Yanis Varoufakis a accordé à Evgeny Morozov un entretien dont nous reproduisons à la suite de l'extrait du livre, dont la traduction est assurée par David Buxton. Dans cet entretien, Yanis Varoufakis annonce son livre en abordant les thèmes essentiels.

III• On met ensuite en note quelques indications sur le livre de Cédric Durand : « Techno-féodalisme ; critique de l'économie numérique », qui est paru presque en même temps que la version originale du livre de Yanis Varoufakis.

IV• Enfin, comme pour faire contrepoint et même contrepoids au livre de Yanis Varoufakis, il est intéressant d'évoquer le livre de Johan Norberg, « The capitalist Manifesto ; why the global free market will save the world » : Johan Norberg est un écrivain suédois qui défend depuis longtemps le libéralisme, le capitalisme, la mondialisation et les libertés individuelles ; dans son livre, il veut démontrer que le libre marché globalisé peut « sauver le monde ».

¹ Même si nous n'apprécions pas l'écriture inclusive, nous l'avons laissée dans l'extrait proposé non seulement parce que c'est ainsi que le texte se présente mais aussi et surtout parce que Yanis Varoufakis en est intimement partisan.

I • EXTRAIT du livre

Son ANNEXE : « L'économie politique du techno-féodalisme »

« Avertissement : L'argumentaire théorique qui suit ne relève pas de la science objective. Cela ne serait pas possible de toute façon, car aucun·e économiste ne peut prétendre être objectif ou scientifique (en particulier ceux qui prétendent l'être). À la différence des lauréat·es du prix Nobel de physique qui toujours se respectent entre elleux à défaut de s'apprécier, les économistes à qui est décernée la distinction équivalente dans leur catégorie (le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel) souvent se considèrent mutuellement comme des charlatan·es. Cela tient au fait que l'économie s'apparente davantage à une philosophie (ou à une religion), enjolivée de complexes équations et de statistiques copieuses, qui octroie à celles et ceux qui maîtrisent son langage un pouvoir considérable sur les autres qui ne le comprennent pas. Il est plus juste d'appréhender l'économie comme un champ de disputes au sein duquel des armées d'idéologues politiques (certains en faveur de la classe dirigeante, d'autres au service des classes exploitées) s'affrontent impitoyablement pour gagner nos cœurs et nos esprits. Pour rappel, l'analyse que je développe ici s'inscrit dans la tradition de l'économie politique classique, dans la lignée d'Adam Smith, de David Ricardo et de Karl Marx, parsemée d'idées empruntées à John Maynard Keynes, John Kenneth Galbraith et Hyman Minsky.

LE CAPITALISME

Pour saisir comment le système capitaliste produit la richesse et la répartit, il est essentiel de comprendre qu'il repose sur la nature duale de la valeur, du travail et du capital. La dualité de leur nature constitue la source des plus-values d'où ont jailli les profits capitalistes. Ces profits, ainsi que la dette, ont rendu possible la formation du capital et son accumulation, et ce phénomène économique a façonné le monde moderne.

1. *La production de marchandises*

Les marchandises sont des biens ou services produits exclusivement aux fins d'être vendus ; leurs producteur·rices n'en ont pas l'usage, iels ne les offrent pas non plus. Dans un système capitaliste (mais aussi dans tous les systèmes précapitalistes), ces opérations d'achat et de vente se réalisent dans le cadre strict des marchés.

1.0 *Les marchés*

Un marché est un lieu de transactions commerciales décentralisé où acheteurs, acheteuses et vendeurs et vendeuses se rencontrent librement et spontanément.

Note : Ces marchés peuvent être plus ou moins concurrentiels, oligopolistiques (peu de vendeurs et vendeuses, beaucoup d'acheteurs et acheteuses) ou oligopsonistiques (beaucoup de vendeurs et vendeuses, peu d'acheteurs et acheteuses), tendre vers le monopole (un seul vendeur ou vendeuse pour beaucoup d'acheteurs et acheteuses) ou le monopsonne (un·e acheteur ou acheteuse unique pour une multitude de vendeurs et vendeuses). Un marché disparaît lorsque le nombre de client·es et de fournisseurs et fournisseuses diminue, n'hébergeant plus à la fin qu'un·e acheteur ou acheteuse et un·e vendeur ou vendeuse (dans ce cas, il s'agit d'une situation de négociation individuelle, ou de monopole/psone bilatéral). Note : En régime techno-féodal, les transactions commerciales sont centralisées et ont lieu non plus sur des marchés, mais dans des fiefs du cloud (par exemple, les plateformes des géants de la tech) créés et administrés par les algorithmes du capital cloud pour apparier acheteurs et vendeurs – voir plus bas, 11.2.3.

1.1 *La nature duale de la valeur*

1.1.1. La valeur expérientielle

1.1.2. La valeur d'échange (ou valeur marchande)

La valeur expérientielle émane de toute expérience qui nous importe, qu'il s'agisse de boire un verre d'eau fraîche lorsqu'on a soif, d'apprécier un coucher de soleil, de résoudre une équation ou de fredonner un air, de flâner dans les boutiques ou de se sentir apprécié. La valeur expérientielle est donc intangible,

non quantifiable, subjective, versatile. Elle a toujours existé et continuera d'exister tant que les êtres humains seront sensibles, quels que soient les modes d'organisation de la production.

La valeur d'échange est la valeur quantifiable d'une marchandise sur un marché. Plus précisément, la valeur d'échange d'une unité de marchandise donnée se mesure en nombre d'unités d'autres marchandises avec lesquelles elle peut être échangée. Elle s'exprime en un prix (sans lui être réductible, voir note ci-dessous) pour un bien ou un service produit pour être vendu, et non pour être utilisé ou donné par ses producteurs (c'est-à-dire qu'une marchandise est destinée à des acheteurs finaux et acheteuses finales prêtes à payer pour la valeur expérientielle qu'ils en tireront).

Note : plus la concurrence est vive entre plusieurs vendeurs et vendeuses, plus le prix d'une marchandise rend compte de sa valeur d'échange. Celle-ci, à son tour, est déterminée par (ou rend compte de) la quantité totale de travail-comme-expérience (voir 1.2.1 ci-dessous) nécessaire à la production de cette marchandise et fourni par toutes celles et tous ceux directement ou indirectement impliqués dans sa production.

1.2 La nature duale du travail

1.2.1. Le travail-comme-expérience

1.2.2. Le travail-comme-marchandise

Le travail-comme-expérience est l'aspect insaisissable, non quantifiable, versatile et parfois magique du travail humain qui, au cours du processus de production, insuffle à un bien ou à un service la capacité de transmettre une valeur expérientielle (voir 1.1.1.) à quiconque en bénéficie ou le consomme. S'agissant des marchandises (produites pour être vendues), le travail-comme-expérience est la contribution humaine qui leur insuffle une valeur d'échange au cours du processus de production (voir 1.1.2). Le travail-comme-marchandise est la quantité de temps de travail et l'ensemble des compétences qu'un·e travailleur ou travailleuses cède à un patron en échange d'un salaire. La valeur d'échange du travail-comme-marchandise est égale à la somme du travail-comme-expérience que d'autres travailleurs et travailleuses ont investi dans les marchandises que le salaire d'un·e travailleur ou travailleuse salarié·e lui permet de se procurer. De la même manière que ce prix rend compte (rarement de manière parfaite) de la valeur d'échange d'une marchandise, le salaire rend compte (rarement de manière parfaite) de la valeur d'échange du travail-comme-marchandise.

1.3 La nature duale du capital

1.3.1. Un moyen produit de production de marchandises

1.3.2. Un rapport de production, c'est-à-dire des relations sociales qui confèrent aux détenteurs de capital un pouvoir d'extraction sur les non-proprétaires.

Parmi les facteurs de production, on retrouve le capital productif, composé par exemple de machines, de bâtiments industriels ou administratifs, de tracteurs, etc. Comme il s'agit de marchandises (ou, comme on les appelle souvent, de biens d'équipement) produites exclusivement pour contribuer à la production d'autres marchandises, on peut les considérer comme des objets matériels achetés en vue d'améliorer la productivité du travail. De façon plus abstraite, on peut également les considérer comme du travail déjà employé, ou « mort », désormais cristallisé en moyens de production matériels. Le capital, en plus d'être un facteur de production, est aussi un rapport social qui confère à ses détenteurs un pouvoir d'extraction sur les non-proprétaires de capital et les dote du pouvoir social nécessaire pour extraire la plus-value (voir 1.4 ci-dessous) de la force de travail des prolétaires.

Note : La nature matérielle et fonctionnelle des cannes à pêche, des tracteurs et autres robots industriels (des biens d'équipement, ou du capital productif donc) n'a rien de mystique, ni d'énigmatique. Par contre, la seconde nature du capital comme levier de pouvoir qui renforce les formes et les pratiques d'extraction est moins évidente. Ce pouvoir d'extraction que confère le capital résulte des rapports sociaux entre les détenteurs des facteurs de production (capitalistes, propriétaires terriens) qui disposent d'un accès autonome à ces moyens, et les autres. La répartition asymétrique des droits de propriété ne laisse pas d'autre choix aux prolétaires que de vendre aux capitalistes leur travail-comme-marchandise (voir 1.2.2 ci-dessus) contre un salaire, et, ce faisant, de générer une plus-value (voir 1.4 ci-dessous) pour les capitalistes. En guise d'illustration, souvenons-nous de comment (au chapitre 3) M. Peel perdit son pouvoir de commandement sur les travailleurs et travailleuses anglais·es qu'il avait acheminé·es en Australie occidentale dès lors que ceux-ci avaient pu avoir accès en toute autonomie aux moyens de production (c'est-à-dire aux terres fertiles des environs), sans n'avoir plus besoin de lui. La seconde

nature du capital, son pouvoir d'extraction de la plus-value, trouve son origine dans cet accès asymétrique aux facteurs de production.

1.4 La plus-value

C'est la différence qu'un patron empoche après avoir produit et vendu une unité de marchandise X. Plus précisément, il s'agit de la différence entre (a) la quantité de valeur ajoutée par le travailleur ou la travailleuse à la marchandise initiale grâce à son travail-commw-expérience et (b) la valeur du travail-comme-marchandise que l'employeur a dû acheter pour produire cette même unité de X.

2. La répartition des revenus

Les revenus issus de la production et de la vente des biens et services se divisent en quatre grands types de revenus : les salaires, les intérêts, les rentes et les bénéfices.

2.1 Les salaires

De la même manière que les prix rendent compte de la valeur des marchandises sans y être réductibles, les salaires rendent compte de la valeur d'échange du travail-comme-marchandise sans y être réductibles (voir 1.2.2 ci-dessus).

Note : Plus la concurrence est vive entre plusieurs employeurs, plus le salaire rend compte de la valeur d'échange du travail-comme-marchandise du travailleur ou de la travailleuse. Ainsi, sur les marchés du travail dominés par un seul employeur ou un petit nombre d'employeurs, le salaire est inférieur à la valeur d'échange du travail-comme-marchandise du travailleur ou de la travailleuse – ce qui se traduit par une sorte de rente de monopole (voir 2.3.3 ci-dessous) retenue par l'employeur.

2.2 Les intérêts

Les capitalistes doivent emprunter des fonds (parfois à eux-mêmes, c'est-à-dire en prélevant sur leurs bénéfices accumulés) pour payer la main-d'œuvre, acquérir des terrains et des biens d'équipement avant que ne débute le procès de production. Pour que leur entreprise soit rentable, il faut que les revenus qu'ils perçoivent de leur activité puissent couvrir – en plus de tous leurs autres coûts – les intérêts que leur facturent les financiers (ou les bénéfices qu'ils auraient dégagés s'ils avaient épargné cet argent plutôt que de l'investir dans de nouvelles capacités de production).

2.3 Les rentes

La rente est définie comme le prix dont s'acquitte un acheteur ou une acheteuse dès lors que ce prix est supérieur à celui qui rend le plus fidèlement compte de la valeur d'échange d'un bien ou service (1.1.2). Cette définition équivaut à dire que la rente correspond à l'écart entre les sommes versées pour acheter une marchandise et son coût de production.

Dans un système capitaliste, on distingue quatre types de rente : 2.3.1 La rente financière 2.3.2 La rente foncière 2.3.3 La rente de monopole 2.3.4 La rente de marque

La rente financière correspond aux versements effectués aux acteurs financiers (par exemple, aux banquiers) lorsque le taux de rentabilité des investissements est supérieur au taux de rentabilité exigé compte tenu du risque encouru. La rente financière comprend également les bénéfices réalisés en spéculant sur les marchés obligataires, de l'immobilier et des produits dérivés, ou dans des fonds de capital-investissement, etc.

La rente foncière précède le capitalisme ; elle équivaut presque à ce que l'on appelle couramment un « loyer » (sans toutefois coïncider parfaitement) : tout prix de location d'un terrain supérieur au montant minimum, qui peut tendre vers zéro, nécessaire pour inciter son propriétaire à le louer.

La rente de monopole résulte d'une situation de concurrence faible, voire inexistante (oligopole ou monopole), qui permet à un vendeur ou une vendeuse de soutirer aux consommateur·rices un gain supérieur à la valeur d'échange du bien ou service. Dans le langage courant, l'équivalent monétaire de la rente de monopole est connu sous le nom de « marge » (mark-up ou « marge prix-coût ») que le vendeur ou la vendeuse peut facturer au client·e.

La rente de marque est une forme de rente de monopole que le vendeur ou la vendeuse peut soutirer aux consommateur·rices qui sont prêt·es à payer tel article ou tel service de marque plus cher que sa valeur d'échange, par exemple dans le but de gagner en prestige ou d'acquérir des biens positionnels (c'est-à-dire des biens que l'on ne désire pas tant pour eux-mêmes que parce que d'autres ne peuvent pas se les acheter, par exemple une estampe à tirage limité ou un vase ancien).

2.4 Profit

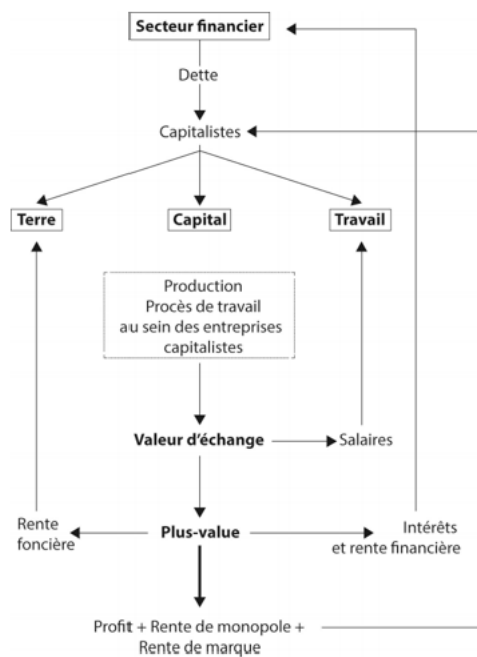
Le profit est la part des revenus que conservent pour eux les capitalistes après avoir payé les salaires aux travailleurs et travailleuses, la rente foncière aux propriétaires, les intérêts et la rente financière aux banquiers et les honoraires des professionnel·les (comme les spécialistes du marketing et les publicitaires) qu'ils rétribuent pour maximiser leur rente de marque.

3. La monnaie et la circulation

Les valeurs d'échange que produit le capitalisme (voir graphique 1) sont transformées en prix, salaires, intérêts et profits sur les différents marchés où les marchandises s'échangent contre de l'argent.

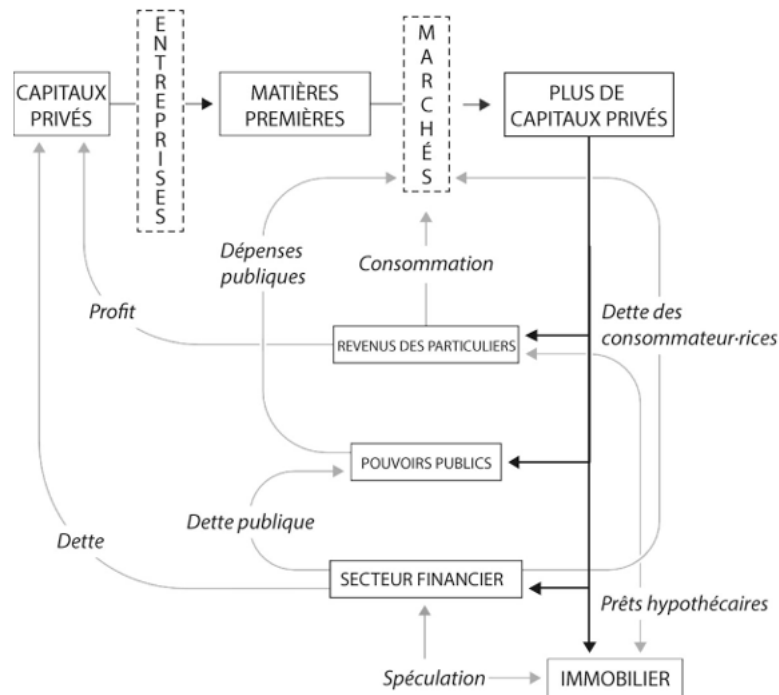
Pour que s'initie une nouvelle production, les entreprises mobilisent des fonds privés (comprenant les bénéfices des exercices antérieurs et de nouveaux prêts bancaires) pour financer l'achat des facteurs de production tels que le travail-comme-marchandise (voir 1.2.2), le capital productif (voir 1.3.2), les bâtiments et les terrains, ainsi que d'autres marchandises employées comme matières premières.

GRAPHIQUE 1 : MODE DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION
DE LA VALEUR EN RÉGIME CAPITALISTE



Au sein des entreprises, en raison de la nature duale du travail et du capital, une plus-value est créée puis thésaurisée par les patrons (c'est-à-dire que la nature du capital comme pouvoir d'extraction permet à ses détenteurs de s'approprier le travail-comme-expérience, non rémunéré, qui confère aux marchandises produites une valeur d'échange supérieure à celle des facteurs de production). Une fois les marchandises vendues, les entreprises (grâce à la plus-value créée au cours du procès de production) ont plus d'argent qu'elles n'en avaient au début du cycle. Ces sommes d'argent deviennent alors des revenus (salaires, impôts et différents types de rentes – voir 2.2). Ces recettes privées ainsi accrues (nettes d'impôts et de toutes les dépenses destinées à rembourser les financiers et les propriétaires fonciers), auxquelles s'ajoutent les dépenses publiques et l'endettement nouveau des ménages, sont réinjectées sur les marchés sous forme de consommation des ménages et des administrations publiques. En dernier lieu, les bénéfices capitalistes non dépensés, auxquels s'ajoutent les dettes nouvelles des entreprises, financent le nouveau cycle du procès de production. Et ainsi de suite. Les deux éléments cardinaux de la circulation du capital (voir graphique 2) sont les suivants :

GRAPHIQUE 2 : LA CIRCULATION DE LA MONNAIE



3.1 Le profit et la dette privée, principaux carburants du capitalisme

3.2 Les marchés,

mécanismes décentralisés de répartition de la valeur

Le profit alimente le procès d'accumulation du capital, constitue une puissante source de motivation pour les capitalistes et lubrifie les rouages du capitalisme, tandis que la dette privée (créée à partir de rien par les financiers) permet aux capitalistes de financer les importants coûts fixes associés à la construction de nouvelles usines et de réseaux productifs.

Les marchés sont les mécanismes décentralisés de formation des prix par lesquels les valeurs d'échange sont actualisées en prix monétaires, salaires, taux d'intérêt nominaux, loyers, etc. – voir aussi 1.0 ci-dessus.

4. L'accumulation du capital

La production des biens d'équipement – comme de toute marchandise – est réalisée au sein d'entreprises capitalistes qui ont recours au travail salarié et à des biens d'équipement déjà produits. L'accumulation du capital se produit donc au niveau microéconomique (c'est-à-dire au niveau de l'entreprise, de la société commerciale ou du conglomérat – voir 4.1 ci-dessous). Néanmoins, ce taux d'accumulation au sein des entreprises dépend de forces macro-économiques irréductibles au niveau micro (voir 4.2 ci-dessous).

4.1 Facteurs microéconomiques d'accumulation du capital (internes à l'entreprise)

Ces facteurs sont, entre autres, le niveau d'investissement (financé par les bénéfices passés et les emprunts), les investissements en R&D, la conception de projets innovants, la mise en place de stratégies managériales, etc.

4.2 Facteurs macro-économiques d'accumulation du capital (externes à l'entreprise)

Le degré de motivation des acteurs capitalistes à accumuler du capital dépend du niveau anticipé de la demande pour leurs produits qui, à son tour, est largement déterminé par le niveau de la demande globale (ou macro). Celui-ci dépend :

– des dépenses d'investissement prévues par l'ensemble des autres capitalistes (car plus la classe capitaliste investit, plus les revenus globaux consacrés à la consommation sont élevés), dont le niveau est fonction des esprits animaux de la classe capitaliste, et

– des dépenses publiques (c'est-à-dire, la politique fiscale).

5. Les crises

Dans un système capitaliste, il y a deux principaux facteurs de déclenchement de crise.

5.1 La baisse du taux de profit

La baisse des profits réduit le montant des nouveaux investissements en capital des entreprises, limitant en conséquence leur future plus-value. Tôt ou tard, les entreprises les plus faibles font faillite et licencient alors leurs travailleurs et travailleuses. Ces dernier·es voient leur pouvoir d'achat diminuer, ce qui réduit d'autant plus les bénéfices des entreprises qui parvenaient jusqu'alors à s'accrocher. Certaines d'entre elles déposent à leur tour leur bilan ; un cercle vicieux s'enclenche et provoque un effet domino qui, de faillite en faillite, se voit amplifié par l'effondrement des secteurs financier et immobilier qui s'ensuit.

5.2 Les crises de la dette

En période faste, les rentes financières augmentent mathématiquement, voire exponentiellement. Happés par une sorte de frénésie digne de la ruée vers l'or, les financiers prêtent aux capitalistes des sommes toujours plus folles qu'ils empruntent à l'avenir. Arrive un moment où le présent n'est plus capable de produire suffisamment de valeur pour rembourser l'avenir, la bulle éclate alors et le moral des financiers n'est plus du tout au beau fixe. S'ensuit une grève du crédit de leur part qui provoque, par effet domino, des niveaux catastrophiques d'endettement dans les entreprises et les secteurs de la finance, de l'assurance et de l'immobilier (FIRE). Souvent, la dette publique s'emballe également.

Note : Les périodes de récession sont souvent autocorrectives : la chute du niveau des salaires et du prix des matières premières est telle durant ce ralentissement que les entreprises qui parviennent à survivre voient leur taux de profit augmenter à nouveau (dans un contexte de moindre concurrence, puisque nombre de leurs concurrents ont été contraints de déposer le bilan). Néanmoins, quand la crise est aiguë au point de disloquer le secteur bancaire et d'accabler les esprits animaux des capitalistes, seule une intervention de l'État peut sauver le capitalisme – par la mise en place d'un plan de relance (politique fiscale) et de mesures de renflouement des banques et des entreprises, accompagnés d'une politique monétaire souple.

6. Les classes sociales

6.1 Classe

Groupe de personnes au sein d'une collectivité identifié par sa position dans un système de production sociale dans lequel une (ou plusieurs) classe(s) parvien(nen)t à s'approprier une partie du produit du travail-comme-expérience des membres d'une (ou de plusieurs) autre(s) classe(s).

6.2 Système de classes

Structure sociale qui résulte de la dynamique des rapports d'exploitation entre groupes sociaux.

6.3 Société de classes

Toute société construite autour d'un système de classes est une société de classes. Il est dans sa nature qu'une ou plusieurs de ces classes numériquement minoritaires, détentrices et maîtresses des principaux facteurs de production, réussissent à extraire la plus-value produite par les autres classes et, par conséquent, à accumuler richesses et pouvoir.

6.4 Le système de classes capitaliste

Un système de classes capitaliste est composé de capitalistes et de prolétaires, ainsi que d'une classe moyenne (commerçant·es, ouvriers et ouvrières qualifié·es, etc.) dont la taille réduit à chaque crise du capitalisme ou lors des révolutions technologiques.

Note : En régime féodal, la terre constituait le principal facteur de production et la rente foncière (dont paysan·nes et vassaux devaient s'acquitter auprès des propriétaires terriens), la principale source de revenus sur laquelle s'édifiait le pouvoir politique et social. Les sociétés de classes féodales étaient composées d'une variété de classes subordonnées (artisan·es, paysan·nes, vassaux, etc.) mais reposaient sur un unique facteur de production dominant (la terre), produisant une seule classe dirigeante (les seigneurs terriens) et une source de revenus particulièrement puissante (la rente foncière). En système capitaliste, la terre est remplacée par le capital en tant que facteur de production dominant, le fief est remplacé par le marché et la rente foncière par le profit.

7. Les types de pouvoir d'extraction

Avant l'avènement du capitalisme, tout système d'autorité reposait sur trois types de pouvoir d'extraction.

7.1 *La force brute*

Le pouvoir de commander en exerçant différentes formes de violence physique (ou en menaçant d'en faire usage).

7.2 *Le pouvoir politique (ou de planification)*

La capacité de déterminer (a) qui est représenté dans les instances de prise de décisions collectives ; (b) quelles questions y sont débattues, quelles décisions y sont prises et comment ; et (c) quelles questions restent informulées, tacitement mises aux oubliettes de la société.

7.3 *Le pouvoir de convaincre – soft power (ou propagande)*

Le pouvoir d'influencer les manières de penser et de sentir des autres (ce qu'ils sont prêts à tolérer et à souhaiter) et, en fin de compte, leurs manières d'agir.

Le capitalisme a institué un quatrième type de pouvoir d'extraction, grâce auquel il a façonné le monde à sa volonté :

7.4 *Le pouvoir de commandement du capital*

Le pouvoir conféré aux détenteurs de capital (c'est-à-dire aux capitalistes) de commander à celles et ceux qui en sont dépourvus pour qu'ils et elles créent volontairement de la plus-value au sein des entreprises pour le bénéfice de leurs patrons.

Note : La portée du pouvoir de commandement du capital (7.4) s'étend au-delà des limites de l'entreprise capitaliste et corrompt les trois types de pouvoir d'extraction préexistants. Par exemple, la classe capitaliste contrôlait en grande partie le monopole de la violence légitime de l'État (7.1), les instances de délibération de la société (7.2) et, par le biais des médias, le système éducatif, les dispositifs de propagande, etc. (7.3).

8. Comment la technostructure a renforcé la seconde nature du capital

La technostructure (voir chapitre 2) poussa au développement de deux nouveaux secteurs économiques dont l'objectif était de modifier le comportement des travailleurs et travailleuses et celui des consommateur·rices. Ces secteurs stratégiques de modification des comportements hautement professionnalisés renforcèrent considérablement le pouvoir du capital (et plus précisément, sa seconde nature).

8.1 *Le secteur des services de commandement des travailleurs et travailleuses*

Implanté·es sur le lieu de travail et à proximité, ces professionnel·les appliquaient des procédures d'organisation scientifique du travail issues de nombreuses recherches en management, afin d'accélérer le processus de travail et d'extraire davantage de travail-comme-expérience d'une quantité donnée de travail-comme-marchandise. À cette fin, iels recouraient à diverses techniques relevant des principes d'organisation tayloriste et des modèles de production fordistes, mais aussi des méthodes de surveillance sophistiquées et de gestion japonaises (cooptation des travailleurs au service de l'idéologie de l'entreprise), etc.

8.2 *Le secteur des services de commandement des consommateur·rices*

Avec pléthore de publicitaires, de spécialistes du marketing, de concepteur·rices-rédacteur·rices et autres stratèges créatifs et créatives (incarné·es au chapitre 3 par Don Draper), ce secteur contribua à maximiser les rentes de marque des grandes entreprises en créant chez les consommateur·rices le désir d'acheter leurs produits. Ce faisant, ces professionnel·les consolidèrent le pouvoir des grandes entreprises sur les consommateur·rices et sur leurs concurrents plus petits qui ne pouvaient pas se payer lesdits services. Le développement de ces deux secteurs se traduit par l'émergence de deux nouveaux marchés.

- Le marché des prescripteurs professionnels –

Un type nouveau de manager se mit à dominer les conglomérats, marginalisant les ingénieur·es autrefois habitué·es à gravir les échelons de l'entreprise. Tout un marché se créa pour leur prodiguer des services et les former (voir par exemple, le culte du MBA), allant des secteurs industriels traditionnels à Wall Street, en passant par les administrations publiques.

- Le marché de l'attention

Le secteur des services de commandement des consommateur·rices avait pour mission de capter l'attention des téléspectateur·rices et des auditeur·rices en vue de la vendre aux annonceurs (voir chapitre 2).

La technostructure, en ayant accès à ces deux secteurs et marchés de services de commandement, se dota d'un double privilège exorbitant : un pouvoir (de convaincre) asymétrique lui permettant de manipuler et de modifier les comportements des travailleurs et travailleuses et des consommateur·rices.

LE TECHNO-FÉODALISME

Tout comme le capitalisme a supplanté le féodalisme en substituant le capital à la terre en tant que facteur de production dominant, le techno-féodalisme a pris la place du capitalisme dans le sillage du capital cloud, mutation du capital (traditionnel, terrestre).

9. Le capital cloud

Il est possible de définir le capital cloud, matériellement, comme l'agrégation en réseau de machines, de logiciels et d'algorithmes pilotés par l'IA et d'infrastructures de communication sillonnant l'ensemble de la planète et exécutant un large éventail de tâches, certaines anciennes, d'autres inédites, telles que :

- Inciter des milliards de personnes non rémunérées (les techno-serfs) à travailler gratuitement (et souvent sans le savoir) pour reconstituer le capital cloud (par exemple, en téléchargeant des photos et des vidéos sur Instagram ou sur TikTok, ou en postant des critiques de films, de restaurants et de livres) ;
- Nous aider à allumer la lumière, tout en nous recommandant des livres, des films, des vacances, etc. qui correspondent si pleinement à nos intérêts que nous devenons chaque fois plus prédisposé·es à acheter ces autres biens justement vendus dans le fief du cloud ou sur la plateforme (mettons, Amazon.com) qui s'exécute sur ce même réseau qui nous aide à éteindre la lumière, tout en nous recommandant des livres, des films, des vacances, etc.
- Recourir à l'IA et aux mégadonnées pour contrôler le travail des salarié·es (les techno-prolos) dans les usines, tout en pilotant les réseaux énergétiques, les robots, les camions, les lignes d'assemblage automatisées et les imprimantes 3D qui court-circuitent les processus de fabrication conventionnels.

En automatisant les deux secteurs de la technostructure en charge de la modification des comportements (voir 8.1 et 8.2), le capital cloud les a soustraits de l'économie de services administrée par les humain·es pour les incorporer entièrement dans son réseau de machines. Les tâches qui, sous le contrôle de la technostructure, étaient accomplies par les chef·fes d'atelier, les publicitaires, les spécialistes du marketing, etc. sont désormais confiées à des algorithmes pilotés par l'IA et entièrement intégrés au capital cloud.

Si l'on reprend l'analyse menée au point 1.3, qui portait sur la nature duale du capital (voir 1.3.1 et 1.3.2), le capital cloud se distingue des formes antérieures de capital en y ajoutant une tierce nature.

1.3.3 La nature tierce du capital cloud

Un moyen produit de modification des comportements et de commandement individualisé.

La tierce nature du capital cloud est à cheval sur trois types de modification algorithmique des comportements. Le premier persuade les consommateur·rices de reproduire le capital cloud (c'est-à-dire qu'il les transforme en techno-serfs). Le deuxième ordonne aux salarié·es de travailler plus dur (c'est-à-dire qu'il transforme le prolétariat et le précaire en techno-prolos). Enfin, le troisième remplace les marchés par des fiefs du cloud. Pour ainsi dire, la tierce nature du capital cloud confère à ses détenteurs (les cloudalistes) un pouvoir inédit d'extraction de la plus-value produite dans le secteur capitaliste traditionnel, comme l'illustre le graphique 3.

Pour pousser l'analyse, la nature tierce du capital cloud le dote des trois fonctions ou formes à la fois.

9.1 Un moyen produit de commandement des travailleurs et travailleuses (voir ci-dessus, point sur l'automatisation en 8.1 et 8.2)

9.1.1 Les techno-prolos : Le processus de travail se déroule désormais sous le contrôle de dispositifs connectés au cloud (au sein des usines, des entrepôts, des bureaux, des centres d'appel, etc.), remplaçant les managers tayloristes qui jusqu'à présent étaient en charge d'améliorer la rentabilité et de maximiser

l'extraction de la plus-value sur le lieu de travail. Le prolétariat devient toujours plus précaire, soumis à la cadence sans cesse accélérée du capital cloud.

9.1.2 Les techno-serfs : Ces personnes ne sont liées à aucune entreprise (pour être clair, ce sont des non-travailleurs) et choisissent pourtant de travailler beaucoup et souvent durement, gratuitement, pour participer à la reproduction du capital cloud, par exemple en publiant des articles, des vidéos, des photos, des commentaires et en cliquant énormément, renforçant ainsi l'attractivité des plateformes numériques.

Note : Pour la première fois de l'histoire, la (re)production du capital est assurée par des travailleurs et travailleuses non rémunérés. Les plateformes du capital cloud facilitent la migration du travail hors du marché du travail et le transfèrent vers une économie déguisée sous les atours des jeux et du hasard, où la vie est une loterie, tandis qu'en vérité, il s'agit d'un travail mécanique, répétitif et fordiste. Les espaces numériques, sous leurs apparences modernes, chics, sympas et neutres, sont en réalité conçus à dessein en vue de reléguer une grande partie de la main-d'œuvre salariée hors du marché du travail, de rendre les salaires facultatifs, voire de les remplacer tout à fait par une séquence de paris en ligne.

9.2 *Un moyen prodvieux capitalistes en échange d'un accès aux fiefs du cloud* (là encore grâce, en partie, à l'automatisation, voir point 8.1 et 8.2 ci-dessus)

Comme analysé au chapitre 3 (voir pp. XX, « Les marchés sont morts, vivent les fiefs du cloud »), les plateformes de commerce électronique comme amazon.com ou alibaba.com ne sont pas des marchés (tels que définis aux points 1.0 et 3.4 ci-dessus). Cela s'explique par le fait que les algorithmes des cloudalistes parviennent à isoler chaque acheteur ou acheteuse des autres acheteurs et acheteuses et chaque vendeur ou vendeuse des autres vendeurs et vendeuses. Ainsi, ces algorithmes centralisent le pouvoir de mise en relation entre acheteurs et acheteuses d'une part et vendeurs et vendeuses d'autre part, exactement à l'inverse de ce qu'un marché est censé être : décentralisé. Ce pouvoir conféré par l'algorithme à son propriétaire permet à celui-ci de faire payer aux vendeurs et vendeuses (c'est-à-dire aux capitalistes conventionnels) de fortes sommes pour avoir accès à leur clientèle (rente cloud).

9.2.1 Les fiefs du cloud sont des plateformes de commerce numériques sur lesquelles les algorithmes du capital cloud mettent en relation acheteurs et acheteuses et vendeurs et vendeuses. Bien qu'ils ressemblent à des marchés, leur capacité à centraliser l'ensemble des informations de chaque acheteur ou acheteuse et de chaque vendeur ou vendeuse, obtenue grâce au pouvoir de mise en relation de l'algorithme, les convertit en fiefs du cloud aux mains du propriétaire de l'algorithme ou du capital cloud qui (a) a créé la plateforme et (b) y attire des techno-serfs en tant qu'acheteurs et acheteuses (et en tant que contributeur·rices à son capital cloud) et des capitalistes vassaux en tant que vendeurs et vendeuses.

9.2.2 Les capitalistes vassaux sont des producteurs capitalistes qui, pour vendre leurs biens et services, doivent s'acquitter d'une rente pour accéder aux fiefs du cloud des cloudalistes.

9.2.3 La rente cloud est la rémunération que les cloudalistes prélèvent aux capitalistes vassaux en contrepartie de l'accès à leurs fiefs. Pour résumer, le plus grand tour de force du capital cloud a été d'intégrer toujours plus au cœur de son réseau numérique des processus de modification des comportements des travailleurs et des consommateurs dans l'intérêt des cloudalistes, en utilisant des algorithmes et des applications d'IA ; ils modifient aussi le marché lui-même, transformant ainsi des pans entiers de la classe capitaliste en vassaux.

10. La répartition des revenus en régime techno-féodal

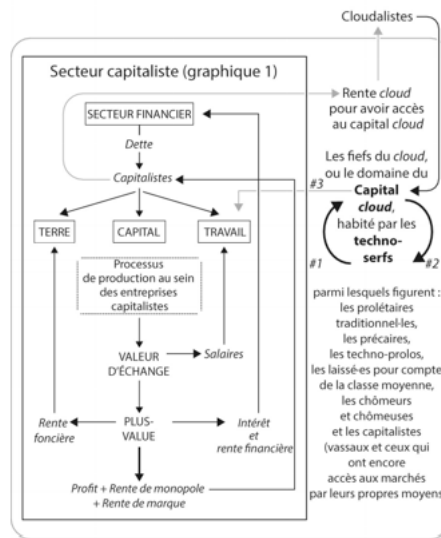
Le graphique 1 illustre la répartition de la valeur d'échange en système capitaliste. Dans un régime techno-féodal, c'est encore le secteur capitaliste qui continue de produire la valeur des marchandises échangées dans la sphère économique. Cependant, le secteur capitaliste est désormais englobé dans la plus grande sphère des fiefs du cloud bâtis grâce au capital cloud, et lui est inféodé. À mesure que s'accumule le capital cloud, grâce au travail fantôme des techno-serfs et aux rentes que versent les capitalistes vassaux pour avoir accès au cloud, une part toujours plus conséquente de la plus-value générée par l'économie capitaliste est siphonnée sous la forme d'une rente cloud reversée aux cloudalistes, dont les montants vont croissant. Le graphique 3 illustre ce phénomène.

10.1 Exploitation universelle

Tandis que les capitalistes ne peuvent exploiter que les travailleurs qu'ils emploient, les cloudalistes tirent parti d'un régime d'exploitation universelle. En effet, les techno-serfs travaillent gratuitement à l'accroissement du stock de capital cloud qui permet aux cloudalistes de s'approprier toujours plus la

plus-value que les capitalistes extraient du travail de leurs salarié·es, désormais converti·es en techno-prolos dont le procès de travail est contrôlé et accéléré par le capital cloud.

GRAPHIQUE 3 : MODE DE PRODUCTION ET DE RÉPARTITION
DE LA VALEUR EN RÉGIME TECHNO-FÉODAL



#1 Les techno-serfs, travail non rémunéré qui reproduit le capital cloud.

#2 Le capital cloud modifie les désirs, les croyances et les penchants des techno-serfs – y compris leurs choix de consommation.

#3 Le capital cloud accélère aussi les cadences de travail des salarié·es au sein du secteur capitaliste.

11. Synthèse : les principales différences entre capitalisme et techno-féodalisme

11.1 Le capital cloud

La nature tierce du capital cloud (voir 1.3.3) a permis l'automatisation intégrale des secteurs de services de la technostructure (8.1 et 8.2) dont l'objectif était de modifier, dans l'intérêt du capital, les comportements des travailleurs et travailleuses et des consommateur·rices. Ce faisant, un nouveau type de capital a émergé (le capital cloud) qui est devenu un moyen de commandement des travailleurs et travailleuses, d'une part, et un moyen d'extraction de la rente cloud, prélevée aux capitalistes pour avoir accès aux consommateur·rices, d'autre part (9.1 et 9.2).

11.2 Le profit et les marchés détrônés

Le techno-féodalisme a abattu les piliers jumeaux sur lesquels reposait le capitalisme : le profit (2.4 et 3.3) et les marchés (1.0 et 3.4) et les a remplacés par les éléments qui fondent sa double assise : la rente cloud (9.2.3) et les fiefs du cloud (9.2.1).

11.3 Le système de classes techno-féodal

Notre nouvelle classe dirigeante est désormais composée de seigneurs du cloud, les cloudalistes (les quelques membres de la classe capitaliste qui sont parvenus à accumuler un important capital cloud), confinant le reste des capitalistes (dont l'accès au capital cloud est insuffisant) à des positions vassales (9.2.2). Entre-temps, les travailleurs et travailleuses salarié·es ont muté en techno-prolos en situation de précarité croissante (9.1.1) et presque chacun·e d'entre nous agit tel un techno-serf (9.1.2), trimant pour accroître le capital cloud et structurer les fiefs du cloud (9.2.1) qui prennent la place des marchés.

11.4 Le procès d'accumulation du capital

Contrairement au capital traditionnel, ou terrestre, dont l'accumulation a lieu dans le cadre strictement limité des entreprises capitalistes (4.1), bien qu'à des taux définis au niveau macro-économique (4.2), l'accumulation du capital cloud se produit avec force à deux autres niveaux : grâce au travail fantôme des

techno-serfs (9.1.2) que la quasi-totalité d'entre nous fournissons. Et grâce aux fonds colossaux directement injectés par les principales banques centrales occidentales (voir le chapitre 4).

11.5 Un cinquième type de pouvoir d'extraction

Le capital cloud adjoint un pouvoir d'extraction inédit aux quatre autres de l'ère capitaliste : la force brute (7.1), le pouvoir politique (7.2), le pouvoir de convaincre – soft power – (7.3) et le pouvoir de commandement du capital (7.4). Il s'agit du pouvoir que confère aux cloudalistes la propriété du capital cloud, avec lequel ils peuvent modifier les comportements de celles et ceux qui en sont dépourvus ou ne le contrôlent pas, de manière à capter l'énorme plus-value produite dans le secteur capitaliste pour la rediriger dans leur escarcelle sous forme de rente cloud.

11.6 Les crises

L'accumulation de capital cloud exacerbe les deux phénomènes qui ont provoqué de graves crises capitalistes : la baisse du taux de profit (5.1) et l'éclatement des bulles de la dette privée et publique (5.2). En régime techno-féodal, la double dynamique de démarchandisation du travail (les techno-serfs fournissent un travail qui n'est pas rémunéré) et de réduction de la part des salaires des techno-prolos entraîne une compression du pouvoir d'achat global de la société, c'est-à-dire de la demande globale. Dans le même temps, la captation d'une plus grande partie de la plus-value réalisée par les capitalistes vassaux par les cloudalistes réduit le niveau des investissements productifs, avec là aussi une incidence négative sur la demande globale.

Note : Le techno-féodalisme est synonyme d'universalisation de l'exploitation (voir 10.1) et de contraction de la valeur de la production (en fonction de la part croissante qu'occupe la rente cloud dans l'ensemble des revenus – voir graphique 3). Cette dynamique accentue la volatilité du système, exposé à des crises plus sévères et plus fréquentes. Par conséquent, les banques centrales qui ont financé le processus d'accumulation du capital cloud dès ses débuts (voir chapitre 4) vont être perpétuellement contraintes de faire fonctionner la planche à billets pour pallier la disparition des profits et des salaires qui jouaient le rôle de moteur en système capitaliste. Mais cela ne fera que renforcer le capital cloud dans son mouvement d'accumulation continu (puisque la capacité des cloudalistes à s'approprier les liquidités des banques centrales surpassera toujours celle de toutes les autres classes). En un mot, le techno-féodalisme est condamné à être un cercle vicieux encore plus volatile et explosif que ne l'était le capitalisme ».

II• Entretien de Yanis Varoufakis avec Evgeny Morozov

traduction de David Buston, mis en ligne le 9 février 2022 sur le site diem25.org

(lancé par Yanis Varoufakis en 2015).

« *Evgeny Morozov* : Vous prétendez qu’il y a des éléments féodaux dans le Bitcoin, car il n’existe pas de mécanisme démocratique d’attribution, favorisant ainsi les premiers venus. De façon intéressante, vous reliez le féodalisme à la démocratie ici, plutôt qu’au capitalisme. Si on réfléchit à la concurrence capitaliste – mais aussi aux activités de l’ombre que les marxistes ont tendance à regrouper sous le terme “accumulation initiale“ (ou “primitive“) -, alors il est facile d’affirmer qu’il n’y a rien de non capitaliste dans ce que vous décrivez : les premiers arrivés ont raflé la plus grande part du gâteau, alors que la crypto-exploration de données, tel qu’elle existe actuellement, favorise ceux avec de plus grandes dépenses de capital. Pourquoi alors décrire ce système de “féodal“ quand “capitaliste“ s’applique aussi bien ?

Yánis Varoufákis : En eux-mêmes, les actifs ne sont ni féodaux ni capitalistes. Qu’on parle de l’or, des concombres, ou du Bitcoin, les actifs sont des actifs, point barre. Ce qui fait qu’un actif est féodal, capitaliste ou socialiste dépend de la manière dont il interagit avec les rapports sociaux de production, les formes de droits de propriété qu’il renforce, etc. Quand je dis que les premiers utilisateurs du Bitcoin sont une crypto-aristocratie, ou des crypto-seigneurs, je veux dire que lorsqu’un actif comme le Bitcoin (dont la valeur d’échange se construit sur la pénurie organisée) est incrusté dans un système d’exploitation oligarchique (capitalisme, kleptocratie, techno-féodalisme, etc.), il acquiert le caractère fondamental d’un ordre féodal (précapitaliste) ; une petite minorité détient le pouvoir d’accumuler des rentes en proportion des actifs possédés au départ. Pour résumer, le Bitcoin n’est ni féodal ni capitaliste, il est simplement oligarchique.

EM : Récemment, vous avez proposé le concept de “techno-féodalisme“ pour signaler que le capitalisme n’est plus ce qu’il était. Si je comprends votre thèse correctement, ce qui fait que le système actuel soit “féodal“, c’est que : a) les marchés ne sont plus la clé pour faire des profits (l’expérience de l’assouplissement quantitatif le suggère assez) ; b) les plateformes numériques ont amassé un pouvoir politique immense, sans précédent dans l’histoire du capitalisme. Est-ce un résumé juste de votre argument ? Y a-t-il d’autres dimensions du “techno-féodalisme“ que ce résumé ne capte pas ?

YV : Voici la question qu’il faudrait poser : est-ce que le capitalisme est en train de faire une métamorphose de plus, demandant simplement une nouvelle épithète (capitalisme rentier, capitalisme des plateformes, hyper-capitalisme, etc. ? Ou assistons-nous à une transformation qualitative du capitalisme en un mode de production totalement nouveau ? Personnellement, j’opte pour la dernière interprétation. Mais ce n’est pas seulement une question théorique. Si j’ai raison, saisir la radicalité de cette transformation sera essentiel pour s’opposer à cette nouvelle forme d’exploitation systémique.

Je comprends que cet argument puisse laisser perplexe, tant il est vrai qu’il nécessiterait davantage d’explications et de développements. Ici, je ne peux que vous en proposer quelques grandes lignes, en attendant la sortie du livre que je suis en train d’écrire sur ce sujet.

Le capitalisme est omniprésent. Le capital s’accumule à grande vitesse ; partout, il opprime les travailleurs et invente de nouvelles façons d’être cruel. Alors, pourquoi dis-je que ce n’est plus le capitalisme, mais quelque chose de distinct et de pire ? Rappelons-nous que dans les années 1780, le féodalisme était partout, et les seigneurs n’avaient jamais été aussi puissants. Mais subrepticement le capitalisme avait déjà infecté les racines du féodalisme, et une nouvelle classe dirigeante (la bourgeoisie) était en train de prendre le pouvoir.

J’affirme que, de façon similaire, le capitalisme - comme le féodalisme dans les années 1780 – est en train d’être usurpé par un système de création de valeur distinct, plus exploiteur, que j’appelle le techno-féodalisme, et qui arrive avec une nouvelle classe dirigeante.

Les critiques de ma thèse diront, avec raison, que le capitalisme a subi beaucoup de transformations : sa première phase concurrentielle, le capitalisme monopolistique ou oligopolistique (à partir de 1910), la période de l’accord Bretton Woods (où la finance était régulée par des contrôles sur le capital), le capitalisme financiarisé (à partir de 1980), et plus récemment, le capitalisme rentier. Tous ces capitalismes sont distincts. Mais chacun est une version du capitalisme.

Qu'est-ce qui fait en sorte qu'un système soit capitaliste ? D'être poussé par des profits privés – non par des rentes – extraits au sein des marchés. (Par contraste, le féodalisme était impulsé par les rentes extraites en dehors des marchés). Est-ce toujours vrai ? Je ne le pense pas. Qu'est-ce qui a remplacé le profit d'un côté, et les marchés de l'autre ? Pour moi, c'est l'argent de la banque centrale qui a remplacé le profit privé comme alimentation et lubrifiant du système ; les plateformes sont devenues le domaine où la valeur et le capital sont extraits de la majorité par une oligarchie minuscule.

Voyons tout cela en un peu plus de détail :

Hypothèse 1 : L'argent de la banque centrale a remplacé le profit privé comme moteur du système.

La rentabilité n'est plus le moteur du système, même si elle reste l'horizon absolu de l'entrepreneur individuel. Réfléchissons à ce qui s'est passé à Londres le 12 août 2020. C'est le jour quand les marchés ont appris que l'économie britannique s'était rétrécie de façon catastrophique, beaucoup plus que les analystes l'avaient prédit (plus de 20 % des revenus nationaux avaient été perdus dans les sept premiers mois de l'année). En apprenant la mauvaise nouvelle, les financiers se sont dit : “Génial ! La Banque d'Angleterre, en état de panique, imprimera davantage de billets pour qu'on puisse acheter davantage d'actions. C'est le moment d'en acheter !”

Ce n'est là qu'une des innombrables manifestations d'une nouvelle réalité mondiale : aux États-Unis et partout dans le monde occidental, les banques centrales font imprimer des billets que les financiers prêtent aux entreprises, qui en profitent pour racheter leurs propres actions, dont les prix sont alors découplés des profits. Par conséquent, les nouveaux seigneurs agrandissent leurs fiefs grâce à l'argent de l'État, même s'ils ne font pas le moindre bénéfice ! De plus, ils dictent leurs termes au souverain supposé : les banques centrales qui les maintiennent en liquidité. La Banque fédérale, qui est fière de son pouvoir et de son indépendance, est aujourd'hui totalement impuissante pour arrêter ce qu'elle a commencé en 2008 : faire imprimer des billets pour le compte des banquiers et des entreprises. Quand bien même la Banque fédérale sait que le maintien de cette liquidité encourage l'inflation, elle sait aussi que mettre fin à l'impression des dollars précipitera l'effondrement de la maison. La peur d'occasionner de mauvaises dettes et de faillites en cascade rend la Banque fédérale otage de sa propre décision initiale, et assure qu'elle continuera d'imprimer des billets. C'est complètement nouveau comme situation. Les puissantes banques centrales, qui seules maintiennent en vie le système, n'ont jamais eu si peu de pouvoir réel. C'est seulement sous le féodalisme que le souverain fut similairement asservi aux seigneurs, tout en étant responsable du maintien de l'édifice.

Hypothèse 2 : les plateformes numériques sont en train de remplacer les marchés.

Amazon, Facebook, etc. sont en dehors du marché. Quand vous y entrez, vous laissez le capitalisme derrière vous. Au sein de ces plateformes, un seul algorithme (appartenant à une ou à très peu de personnes) décide ce qui est à vendre, qui voit quelle marchandise, et la quantité de rente gardée par le propriétaire de la plateforme par rapport aux profits faits par les capitalistes vassaux qui ont le droit d'y opérer. Bref, de plus en plus, l'activité économique se déplace des marchés vers des fiefs numériques. Et ce n'est pas tout.

Pendant le 20^{ème} siècle et jusqu'ici, les travailleurs dans de grandes entreprises oligopolistiques (comme General Electric, Exxon-Mobil ou General Motors) recevaient environ 80 % des revenus de l'entreprise. Les travailleurs dans les entreprises de la tech n'en reçoivent même pas 1%. C'est parce que le travail salarié n'est qu'une petite fraction du travail effectué. Qui effectue le travail pour la plupart ? Nous autres ! Pour la première fois dans l'histoire, presque tout le monde produit gratuitement (souvent avec enthousiasme), ajoutant aux réserves de capital des entreprises de la tech (en postant des contenus sur Facebook, ou en se déplaçant avec Google Maps). De plus, ce capital prend une forme beaucoup plus puissante (voir ci-dessous où je parle du capital de commandement).

En même temps, les entreprises opérant dans des marchés capitalistes normaux voient leur rentabilité s'effondrer de toute façon ; leur dépendance de l'argent des banques centrales s'accroît exponentiellement, et leur propriété passe de plus en plus dans les mains des capitaux privés et des sociétés d'acquisition boursière. De même, comme les rapports de production féodaux furent remplacés par des rapports capitalistes, aujourd'hui ce sont les rapports de production capitalistes qui sont remplacés par ce que j'appelle des rapports techno-féodaux.

Pour résumer, le capital se renforce, mais le capitalisme agonise. Un nouveau système prend sa place dans lequel une nouvelle classe dirigeante possède et gère à la fois l'argent de l'État qui la lubrifie (plutôt

que les profits), et les nouveaux domaines non marchands, où une minorité minuscule fait travailler pour son propre bénéfice la vaste majorité. Les profits capitalistes (au sens des profits d'entrepreneur compris par Adam Smith et par Marx) disparaissent, alors que de nouvelles formes de rente s'accumulent dans les comptes des techno-seigneurs contrôlant et l'État et les fiefs numériques, dans lesquels du travail non payé ou précaire est effectué par les masses, qui commencent à ressembler aux techno-paysans.

EM : Un thème fréquent dans les discussions sur la montée du techno-féodalisme est que les plateformes numériques sont simplement des rentiers passifs qui retirent d'immenses profits des données fournies par les usagers pour pas cher. Dit de manière brutale, ce sont des rentiers paresseux et pour la plupart immatériels qui, ayant amassé quantité de protocoles d'Internet, se reposent désormais sur leurs lauriers. Cette lecture se trouve dans les arguments enthousiastes en faveur du Web 3.0, qui promet de partager la richesse provenant des données avec les usagers qui les ont générées. Pourtant, si on examine les bilans et les résultats de ces entreprises, une image différente émerge : en réalité, elles investissent plus – et non moins – dans des actifs tangibles et matériels que les entreprises non technologiques (et plus qu'elles l'ont fait il y a une décennie), tout cela en faisant des dépenses importantes en recherche et développement et en capital fixe (par exemple, plus de 40 milliards de dollars chez Amazon en 2020, et presque 30 milliards chez Alphabet/Google). Cela correspond bien à l'idée qu'elles soient des entreprises capitalistes qui, bien que contrôlant certains marchés, sont encore en concurrence dans d'autres (Google, Facebook et Amazon dans la publicité ; Google, Microsoft, Amazon et Alibaba dans l'informatique en nuages, et en services d'intelligence artificielle). Ne courons-nous pas le risque de minimiser la dynamique capitaliste réelle de cette économie technologique quand nous mettons l'accent sur les aspects féodaux ?

YV : Je suis d'accord avec vous dans ce sens : Jeff Bezos, Elon Musk, et compagnie investissent massivement, et ne ressemblent en rien aux aristocrates indolents de l'ère féodale originale. Mais cela ne veut pas dire que leurs investissements font partie d'une dynamique capitaliste habituelle. Le techno-féodalisme n'est pas simplement du féodalisme avec des gadgets nouveaux. Il est simultanément beaucoup plus avancé que le capitalisme et fait néanmoins penser au féodalisme.

Plus précisément, l'investissement massif des entreprises de la tech est crucial. Non seulement en termes quantitatifs, mais premièrement en raison de ce qui est produit : une nouvelle forme de capital que j'appelle *le capital de commandement*.

Le capital standard comprend des *moyens de production, eux-mêmes produits*. Le capital de commandement, par contre, comprend des moyens produits en amont pour organiser les moyens de production. Ses propriétaires peuvent extraire de la nouvelle valeur énorme sans posséder les moyens de production industrielle, simplement en possédant les réseaux d'information privatisés qui incarnent le capital de commandement.

Plus précisément, le capital de commandement vit des réseaux/platformes privés, et peut potentiellement imposer deux choses aux non-propriétaires : faire en sorte que ses algorithmes organisent les habitudes de consommation ; fabriquer directement davantage de capital de commandement pour ses propriétaires (par exemple, poster des contenus sur Facebook, une forme de travail démarchandisé).

Pour le dire de façon plus abstraite : le capital standard permet aux capitalistes d'amasser de la survalueur d'échange, alors que le capital de commandement, en revanche, permet aux techno-seigneurs (Jeff Bezos, Elon Musk, etc.) d'amasser de la survalueur de commandement. Toute marchandise numérique possède de la valeur de commandement dans la mesure où son acheteur peut l'utiliser pour transformer toute activité expressive en la capacité de nous faire acheter des choses, et nous faire produire gratuitement du capital de commandement pour leur bénéfice.

Dans le langage de l'économie politique marxienne, la magnitude de la valeur de commandement contenue dans une marchandise numérique est déterminée : a) par la somme de la survalueur des marchandises qu'on nous pousse à acheter ; et b) par le temps de travail socialement et techniquement nécessaire pour produire une unité de capital de commandement, appropriée par les techno-seigneurs.

En guise de conclusion, je dirais ceci : ce que Bezos, Musk, etc. accomplissent à travers des investissements massifs ne relève ni du féodalisme ni du capitalisme.

- Le féodalisme était fondé sur l'extraction immédiate à partir de l'expérience directe des paysans ;
- Le capitalisme est fondé sur la captation du surtravail de la main-d'œuvre salariée.
- Le techno-féodalisme est un nouveau système où les techno-seigneurs ont le pouvoir de nous obliger à faire des choses pour leur bénéfice. Ce nouveau pouvoir provient de l'investissement dans une nouvelle

forme de capital (de commandement) qui, ensuite, leur permet de capter de la survaleur des capitalistes vassaux, du précaire, et de tous ceux qui utilisent leurs plateformes pour produire, inconsciemment, davantage de capital de commandement.

En affirmant que ce nouveau système est toujours capitaliste, nous manquerons, si j'ai raison, l'occasion de comprendre les processus radicalement différents qui déterminent nos vies ici et maintenant. Le techno-féodalisme décrit mieux notre « meilleur des mondes » dystopique ».

III• NOTE : Le livre de Cédric Durand

Cédric Durand, également économiste, a fait paraître aux éditions La Découverte un livre, « Techno-féodalisme ; critique de l'économie numérique », quelques jours seulement avant la publication de la version originale – en anglais – du livre de Yanis Varoufakis. Alors que le livre de ce dernier est centré sur l'évolution – la révolution – du capitalisme, celui de Cédric Durand porte essentiellement - comme son sous-titre le souligne - sur la critique de l'économie numérique.

Voici la présentation qu'en fait l'éditeur :

« Au début des années 2020, le consensus de la Silicon Valley se délite. Inégalités folles, stagnation de la productivité, instabilité endémique... la nouvelle économie n'est pas advenue. Les algorithmes sont omniprésents, mais ce n'est pas pour autant que le capitalisme s'est civilisé. Au contraire. La thèse de ce livre est qu'avec la digitalisation du monde se produit une grande régression. Retour des monopoles, dépendance des sujets aux plateformes, brouillage de la distinction entre l'économique et le politique : les mutations à l'œuvre transforment la qualité des processus sociaux et donnent une actualité nouvelle au féodalisme. Dans l'ordre économique qui émerge, les capitaux délaissent la production pour se concentrer sur la prédation ».

Voir aussi les conférences de Cédric Durand dans le cadre des chaires de l'Institut La Boétie ; voici l'adresse de la première : <https://www.youtube.com/watch?v=Wzp7Qxh6BuE>

IV• THE CAPITALIST MANIFESTO WHY THE GLOBAL FREE MARKET WILL SAVE THE WORLD ?

de

Johan Norberg

Atlantic Books, Londres, 2023

Réflexions de Matthieu Creson dans la revue de l'IREF, le 22 septembre 2023

« Chercheur au Cato Institute, Johan Norberg est un essayiste suédois reconnu au plan international depuis la parution de son ouvrage *In defense of global capitalism* – traduit en français sous le titre *Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste* (Paris, Plon, 2004). Il y défendait les marchés libres, l'ouverture à la concurrence et la liberté du commerce international, loin des idées reçues sur la mondialisation conçue comme facteur d'aggravation des inégalités entre pays riches et pays pauvres.

En faisant paraître *The Capitalist Manifesto* (Londres, Atlantic Books, 2023), Johan Norberg actualise donc le contenu de l'ouvrage précité paru quelque 20 ans plus tôt, démontrant en quoi le capitalisme libéral est sans doute ce qui est arrivé de mieux à l'humanité, n'en déplaise aux nostalgiques du socialisme, toujours prêts à enterrer vivant le seul système qui ait jamais apporté à la plus grande partie du monde une prospérité aussi forte et durable. Le contexte n'est toutefois pas le même que vers l'an 2000 : car aujourd'hui, ce n'est plus seulement la gauche idéologique qui s'oppose à la mondialisation, mais aussi la droite souverainiste et nationaliste, adepte du repli sur soi protectionniste conçu à tort comme moyen de défendre les intérêts vitaux du pays. Dans cet ouvrage nouvellement paru (dont on espère qu'une traduction en français verra prochainement le jour), Johan Norberg tort le cou à toute une série de préjugés nourris tant par la gauche que par la droite, ce qui en fait une lecture essentielle pour le libéral désireux de défendre ses idées de manière factuelle et argumentée, dans un monde qui semble de plus en plus se détourner des principes fondamentaux du libéralisme classique de laissez-faire.

Les bienfaits de la mondialisation libérale (pour les pays aussi bien pauvres que riches)

Johan Norberg insiste sur le fait que l'une des principales critiques adressées à la mondialisation il y a une vingtaine d'années était qu'elle enrichissait les pays développés au détriment des pays les moins avancés. Aujourd'hui, dit-il, c'est le reproche contraire qui est souvent fait à la mondialisation, accusée de desservir les intérêts des pays riches. Car la classe politique dans son ensemble peine toujours à comprendre que la mondialisation *n'est pas* un jeu à somme nulle. Pour eux, comme l'auteur le rappelle dans un entretien paru dans *L'Express* (24 août 2023, p. 50), « si quelqu'un gagne, un autre doit forcément perdre ». Face aux prophètes de malheurs qui essaient partout dans les médias depuis plusieurs années, Johan Norberg nous donne une leçon d'optimisme pour l'avenir en regardant le passé du point de vue de Sirius : l'humanité ne s'est jamais autant développée, n'a jamais atteint un tel niveau de développement et de prospérité, et ce grâce à l'avènement du capitalisme libéral aux XVIIIe et XIXe siècles, qui a permis depuis lors aux pays qui l'ont adopté de voir leur économie décoller au bénéfice du plus grand nombre.

Une cassure s'est en effet produite dans l'histoire économique du monde occidental – rupture dont les bienfaits s'élargiront ensuite aux pays en développement à compter des dernières décennies du XXe siècle. Durant les 1800 premières années de notre ère, écrit Johan Norberg, le revenu moyen a très peu évolué (*Capitalist Manifesto*, p. 22). C'est alors qu'un phénomène inédit survint en Grande-Bretagne, il y a plus de 200 ans : la révolution industrielle, avec pour conséquence une croissance plus forte ainsi qu'une diminution spectaculaire de l'extrême pauvreté – divisée par deux entre 1820 et 1850 (ibid.). Initiatrice de cette grande mutation économique, la Grande-Bretagne fut suivie par le reste de l'Europe occidentale et les États-Unis, pays qui devait finalement accéder au statut d'économie la plus libre au monde.

Ce qui se passa initialement dans le monde occidental devait également se produire dans le monde en développement : autoritarisme du pouvoir politique autant que colonialisme européen n'engendrèrent pendant longtemps dans les pays les moins avancés que stagnation économique, jusqu'à ce que ceux d'entre eux, qu'on devait nommer plus tard les « Tigres asiatiques », décident de s'ouvrir à la

mondialisation en abolissant leurs barrières douanières (p. 23). Contre toute attente, ces pays se sont industrialisés à un rythme spectaculaire, finissant même par supplanter les puissances coloniales sous la coupe de laquelle ils avaient jadis été placés – p. 23- (ainsi Hong Kong, ancienne colonie britannique). Rappelons que dans son classement des pays les plus libres économiquement en 2023, le *think tank* Heritage Foundation situe encore Singapour à la première place et Taïwan à la quatrième.

Johan Norberg rappelle aussi comment Taïwan était à peine plus riche que la Chine au milieu des années 1950 (p. 24). En s'ouvrant à la mondialisation, Taïwan est devenu quatre fois plus riche en 1980. De même, ajoute-t-il, la Corée du Nord était plus riche que la Corée du Sud en 1955. Or aujourd'hui, la Corée du Sud est vingt fois plus riche que la Corée du Nord (ibid.).

La mondialisation libérale se révèle être également positive dans le cas des pays africains qui ont ouvert leur économie aux échanges internationaux. Entre 2000 et 2020, ces pays ont en effet enregistré une croissance trois fois plus rapide que les pays africains ayant refusé de jouer la carte de la mondialisation (p. 33). « Dans l'ensemble, ajoute l'auteur, le PIB par habitant en Afrique a augmenté de 35% entre 2000 et 2020, plus rapidement que dans le reste du monde en général » (ibid.). Durant la même période, « la pauvreté extrême est passée de presque 60% à juste un peu plus de 40% et la production a quasiment doublé » (ibid.). Ce qui empêche nombre de pays d'Afrique de se développer encore plus fortement aujourd'hui ne tient absolument pas à la mondialisation, mais bien plutôt à la survivance de certains archaïsmes politiques : dictatures, coups d'État militaires, corruption, etc. L'Afrique dans son ensemble ne pourra enregistrer une croissance comparable à celle que les Tigres asiatiques ont naguère connue (et qu'ils connaissent encore aujourd'hui) que si elle libéralise encore plus complètement son économie et se démocratise davantage.

Quant aux pays riches, il ne faudrait pas croire que la mondialisation nuit à leurs intérêts, tout au contraire. Contrairement à ce qu'a par exemple déclaré Trump en janvier 2019, la Chine n'est pas « le plus grand bénéficiaire d'Apple », au détriment des États-Unis. La Chine ne profite en réalité que de 2% du prix d'un iPhone7, « le reste allant à la valeur ajoutée, que ce soit la recherche, le développement technologique ou le marketing » (L'Express, p. 53). Nous redécouvrons ainsi avec l'ouvrage de Johan Norberg que la mondialisation libérale, initialement impulsée par l'Occident, continue à lui être profitable tout en bénéficiant aussi aux pays en développement.

S'il faut être pessimiste, c'est vis-à-vis des pays qui se sont lancés inconsidérément dans une expérience socialiste ou qui restent attachés aux principes collectivistes

L'optimisme de Johan Norberg est toutefois tempéré par l'existence, toujours en 2023, d'un certain nombre de contre-exemples tels que la Chine communiste (on lira notamment le chapitre 7 du livre, « China, paper tiger ») et le Venezuela socialiste. En Chine, « Il y a vingt ans, déclare Johan Norberg dans l'entretien précité accordé à *L'Express*, il y avait un vrai essor d'une société civile, d'entrepreneurs, voire d'expérimentations locales de certaines formes de démocratie. Mais le Parti communiste chinois a été terrifié par ces évolutions, et Xi Jinping a effectué un retour en arrière en termes d'autoritarisme et de centralisme, réprimant les médias et la liberté d'expression, mais aussi les entrepreneurs privés, pourtant tous des vecteurs du progrès. Cela représente un revers non seulement pour nous autres libéraux, mais aussi pour l'économie chinoise » (*L'Express*, p. 53). Johan Norberg relativise ainsi l'idée courante selon laquelle le monde à venir sera dominé par la rivalité entre Chine et États-Unis. Quant au Venezuela – dont le « modèle » a été adulé par des politiques comme Bernie Sanders ou des personnalités comme Naomi Klein -, « le revenu moyen (...) s'est effondré de 75% (entre 2010 et 2020) et près d'un quart de la population a fui le pays ». « Si vous voulez vraiment aider les pauvres, ajoute Johan Norberg, il faut examiner sérieusement les politiques appliquées dans ce pays, avec des dépenses plutôt que des investissements, des nationalisations d'entreprises plutôt que de favoriser l'innovation entrepreneuriale, ou des contrôles des prix qui provoquent des pénuries » (*L'Express*, p. 54). La faillite des communismes au XXe siècle avait déjà réfuté l'idée que le socialisme fût viable, l'expérience vénézuélienne au début du XXIe n'a fait que confirmer le fait que le socialisme est intrinsèquement mauvais, inefficace et générateur de pauvreté.

L'échec de l'État stratège

Dans *The Capitalist Manifesto*, Johan Norberg discute également les thèses de l'économiste Mariana Mazzucato, qui soutient l'idée que l'État doit intervenir dans l'économie en donnant à celle-ci l'impulsion souhaitée. Mariana Mazzucato prend comme exemple la conquête de la Lune. Or pour Johan Norberg,

l'étatisme n'est nullement le ressort de l'innovation en règle générale (*L'Express*, p. 54). « Les exemples d'innovations publiques qui ont échoué, rappelle-t-il dans le même entretien, sont innombrables, du Concorde franco-britannique au Minitel » (p. 54). Les innovations les plus marquantes ne peuvent provenir que d'expérimentations menées par les acteurs privés, innovations que l'État est loin de pouvoir toujours anticiper. Johan Norberg dénonce la perception naïve qu'a Mariana Mazzucato de l'innovation (*Capitalist Manifesto*, p. 183) : l'exemple qu'elle donne toujours à l'appui de sa thèse est celui de la conquête de la Lune, or d'une part ce projet fut d'ordre purement politique (« planter un drapeau » sur le sol lunaire...), d'autre part des sommes folles furent engagées à cette fin et les budgets alloués furent constamment dépassés (*ibid.*, p. 183). Johan Norberg nous rappelle aussi que la conquête de l'espace n'a véritablement débuté que récemment, alors qu'elle est devenue une affaire de plus en plus privée, avec le développement d'entreprises comme SpaceX, Blue Origin et Virgin Galactic (*L'Express*, p. 54) ».